

Canada - United States
Inter-Parliamentary Group
Canadian Section



Groupe interparlementaire
Canada - États-Unis
Section canadienne

**Rapport de la délégation parlementaire canadienne
concernant sa participation à la 62e Réunion annuelle de la
« Council of State Governments-WEST »**

Groupe interparlementaire Canada-États-Unis

**Santa Fe, Nouveau Mexique, États-Unis d'Amérique
Du 5 au 8 octobre 2009**

Rapport

Du 5 au 8 octobre 2009, le sénateur Percy Downe a représenté la Section canadienne du Groupe interparlementaire Canada-États-Unis (GIP) lors de l'Assemblée annuelle du *Council of State Governments-WEST* (CSG-WEST) à Santa Fe, au Nouveau-Mexique.

Créé il y a 61 ans, le *Council of State Governments-WEST* est un organisme sans but lucratif non partisan qui regroupe les assemblées législatives de 13 États de l'Ouest (voir Annexe), et dont la Colombie-Britannique et l'Alberta sont des membres associés. Ces 13 États sont importants sur le plan de la relation entre le Canada et les États-Unis. On estime que 7,1 millions d'emplois aux États-Unis dépendent du commerce bilatéral, et des chiffres récents indiquent que sur ce nombre, plus de 1,6 million d'emplois dans les États en question sont tributaires du commerce bilatéral Canada-États-Unis. La valeur des échanges bilatéraux a récemment été évaluée à près de 85,5 milliards de dollars par année; les 13 États ont exporté pour plus de 27,5 milliards de dollars vers le Canada, alors qu'eux-mêmes ont importé pour près de 58 milliards de dollars. De plus, selon des données récentes, les Canadiens ont effectué presque 6,6 millions de visites dans les États membres du CSG-WEST en une période d'un an, et ils y ont dépensé plus de 3,6 milliards de dollars, tandis que les citoyens de ces 13 États ont effectué au-dessus de 3,2 millions de visites au Canada au cours de la même période, en y dépensant plus de 1,6 milliard de dollars.

Lors de l'Assemblée annuelle de 2009, les quatre séances plénières suivantes ont eu lieu :

- L'avenir de l'Amérique est dans l'Ouest (*The West: America's Future*)
- La situation de demain (*The Way We'll Be*)
- Économie et emploi (*Economy and Jobs*)
- Leadership présidentiel (*Presidential Leadership*)

Les sept comités du CSG - WEST suivants ont également tenu des séances :

- Énergie et environnement
- Éducation
- Eau et terres publiques
- Transports et commerce
- Affaires fiscales
- Assemblées législatives de l'Ouest
- WESTRENDS

Enfin, le 5 octobre 2009, les participants à l'Assemblée ont assisté soit au sommet nord-américain II, dont le thème portait sur le renforcement de la sécurité régionale et la compétitivité économique, soit à la séance de formation législative, les deux ayant eu lieu en même temps. Un forum sur la santé ainsi qu'une discussion intitulée « Les films

repoussent les frontières » (*Films on the Frontier*) ont également eu lieu lors de l'Assemblée annuelle.

L'interaction avec les législateurs des États permet aux membres de la Section canadienne du GIP de mieux réaliser l'objectif de trouver des points de convergence entre les politiques nationales respectives en ouvrant le dialogue sur les points de divergence, en encourageant les échanges d'information et en favorisant une meilleure compréhension des sujets de préoccupation communs. En outre, les rencontres avec les législateurs des États fournissent aux membres du GIP un moyen important de donner leur avis et de recueillir de l'information sur des questions relatives à l'État qui touchent le Canada. Ce rapport dresse un résumé des discussions qui ont eu lieu lors des plénières et des séances de comités choisies.

L'AVENIR DE L'AMÉRIQUE EST DANS L'OUEST

Lowell Catlett, *Université de l'État du Nouveau-Mexique*

- Au cours des 100 dernières années, nous avons vécu 13 récessions, sans compter le ralentissement actuel. Les récessions sont des phénomènes normaux, puisqu'il est impossible pour l'économie de connaître un essor sans fin; de temps en temps, il arrive qu'il y ait une pause.
- Le fait de qualifier la récession actuelle de dépression est une insulte à ceux qui ont connu la Grande Dépression des années 1930.
- Aux États-Unis, l'éclatement de la bulle immobilière est l'un des facteurs à l'origine de la récession; lorsqu'une personne de la classe moyenne ne peut se permettre une maison normale grâce à un revenu moyen, quelque chose ne tourne pas rond.
- Comparativement à 1980, aujourd'hui, environ 66 % plus d'Américains ont les moyens d'acheter une maison.
- Le taux « naturel » d'accession à la propriété est d'environ 65 %, niveau qui n'a pas changé depuis trente ans.
- Ce qui a entraîné les États-Unis dans une récession permettra également à ce pays d'en sortir.
- La génération des baby-boomers est la première génération ayant enregistré une éducation de masse et la première à avoir quitté la base de la pyramide de Maslow utilisée pour démontrer la hiérarchie des besoins.
- Les femmes de cette génération ont accès à des possibilités de carrière et peuvent prendre soin de leur famille en cas de divorce.
- Nous hériterons d'une quantité importante de richesses lorsque les derniers témoins de la Grande Dépression nous quitteront, ce qui pourrait se produire au cours des dix prochaines années.
- Mathématiquement, une génération s'étend sur 19 ans.

- ce qui constitue un luxe pour une génération devient une nécessité pour la suivante; après s'être hissé dans la hiérarchie des besoins de Maslow, personne ne veut redescendre.

SOMMET NORD-AMÉRICAIN II : RENFORCER LA SÉCURITÉ RÉGIONALE ET LA COMPÉTITIVITÉ ÉCONOMIQUE

ATTEINDRE L'AUTONOMIE ÉNERGÉTIQUE EN AMÉRIQUE DU NORD

Ty Lund, député de l'Assemblée législative de la province de l'Alberta

- Les législateurs et le secteur privé doivent trouver le bon équilibre entre les trois E, qui sont étroitement liés et qui ne peuvent être envisagés séparément :
 - énergie;
 - environnement;
 - économie.
- Les pays nord-américains ne peuvent poursuivre la croissance de leur économie et produire l'énergie dont ils ont besoin de façon irresponsable sur le plan environnemental.
- Ils doivent gérer ensemble les enjeux énergétiques en conjuguant leurs efforts et en partageant à la fois leurs connaissances et leurs pratiques exemplaires
- L'Alberta arrive deuxième au monde en termes de réserves de pétrole, tout juste derrière l'Arabie Saoudite, et joue un rôle important sur le plan énergétique au Canada et en Amérique du Nord. L'Alberta compte également sur des réserves de charbon et croit que les sources d'énergie renouvelable doivent occuper une place importante dans le panier des sources d'énergie.
- D'autres régions du Canada bénéficient de diverses ressources énergétiques, comme l'hydroélectricité, l'énergie éolienne et l'uranium, utilisé dans la production nucléaire d'électricité.
- Les États-Unis constituent le marché le plus important pour le pétrole albertain; sans compter la province elle-même, les États-Unis constituent également le plus grand marché pour son gaz naturel.
- La capacité énergétique du Canada est actuellement en plein essor, aussi le pays a-t-il beaucoup à offrir à l'Amérique du Nord en termes de production et d'autonomie énergétiques.
- Au Canada, notamment, on réglemente les émissions de gaz à effet de serre, on investit dans les technologies énergétiques et on met un prix sur le carbone.
- Le développement énergétique a des répercussions sur l'environnement.

Martin Pasqualetti, *Université de l'État de l'Arizona*

- Plutôt que l'autonomie énergétique, la priorité devrait être l'interdépendance énergétique des trois pays nord-américains; une alliance entre les trois pays est nécessaire à cet égard.
- Une confrontation avec la réalité est nécessaire en ce qui concerne les plans d'autonomie énergétique.
- La création d'un portefeuille énergétique composé d'un certain nombre de sources est souhaitable.
- Bien que tous les problèmes en matière d'énergie ne peuvent se résoudre qu'en se concentrant sur l'efficacité énergétique, la conservation et l'efficacité demeurent des objectifs louables. Cela dit, il est possible que plus nous utilisons notre énergie efficacement, plus notre consommation augmente.
- S'il existe de grandes réserves de pétrole, il n'est toutefois pas nécessairement facile d'y avoir accès.
- Bien que l'énergie nucléaire soit plus sécuritaire qu'elle ne l'était, elle ne l'est toujours pas entièrement.
- Le « charbon propre » est un mythe.
- Il existe des barrières sociales à l'utilisation des énergies renouvelables, dont le syndrome « n'importe où, mais pas chez nous » à l'égard des éoliennes, par exemple.
- Nous devrions faire des sources d'énergie renouvelables une priorité pour assurer un avenir viable.

Sarah Cottrell, *Cabinet du gouverneur du Nouveau-Mexique*

- Le débat sur l'autonomie énergétique devrait plutôt s'orienter vers l'interdépendance; l'autonomie complète n'est ni pratique ni sage.
- L'énergie et le climat sont liés.
- Le vieillissement des infrastructures de transport de l'énergie constitue un obstacle majeur sur le plan de l'autonomie.

COMPTE RENDU SUR LE PARTENARIAT POUR LA SÉCURITÉ ET LA PROSPÉRITÉ ET LE Sommet des leaders nord-américainS

Jose Guillermo, *ministère des Affaires étrangères du Mexique*

- Lorsque les leaders nord-américains se sont rencontrés au Mexique en août 2009, ils ont dégagé les cinq priorités suivantes :
 - compétitivité;
 - commerce;
 - migration;
 - sécurité;

- environnement.
- Les pays nord-américains devraient surtout veiller à exploiter le mieux possible les avantages de chacun.
- L'infrastructure est un levier du développement.
- Le Mexique et les États-Unis coordonnent leurs efforts le long de leur frontière commune; la sécurité et le bien-être de la population des villes qui bordent ces frontières sont la priorité des deux pays.

Kim Butler, *ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, Canada*

- Les trois pays nord-américains partagent des intérêts, une histoire et un avenir communs.
- En tant que voisins et partenaires, le Canada, le Mexique et les États-Unis ont naturellement des échanges bilatéraux, mais élaborent également des approches trilatérales.
- L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) a véritablement cristallisé cette relation trilatérale.
- Les États-Unis et le Mexique sont respectivement le premier et le cinquième partenaire commercial du Canada.
- La relation trilatérale qui unit ces trois pays est plus complexe qu'un simple rapport commercial; « nous construisons l'avenir ensemble » et notre coopération va au-delà de l'ALENA et de nos échanges commerciaux.
- au Canada, on a utilisé le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP) et le Sommet des leaders nord-américains de façon interchangeable même s'ils sont très différents. En fait, le PSP n'a même pas été mentionné au cours du Sommet des leaders du mois d'août, qui joue un rôle relativement plus stratégique par sa nature.
- Le PSP est important vu le nouvel élan qu'il a donné à la coopération bilatérale et trilatérale sur une série d'enjeux, dont beaucoup sont de nature technique. Il s'est avéré utile dans la mesure où il a permis de rassembler les pays nord-américains « autour de la table » et de mettre sur pied des groupes de travail.
- Le Canada accueillera le prochain Sommet des leaders nord-américains en 2010.

RENFORCER LA COMPÉTITIVITÉ DE L'AMÉRIQUE DU NORD

Geri Word, *département du Commerce des États-Unis*

- Puisque les trois pays nord-américains partagent des enjeux communs, ils devraient travailler ensemble afin de produire des biens, d'offrir des services et de saisir de nouvelles possibilités dans un esprit de collaboration.
- Puisque l'économie des pays nord-américains est étroitement liée, les problèmes de l'une touchent les deux autres.

- Une gestion efficace des frontières communes est un facteur important de la compétitivité.
- Il faut trouver un équilibre entre sécurité et commerce.
- Dans l'optique d'une coopération nord-américaine, les trois pays devraient éliminer tout double emploi réglementaire, harmoniser leurs normes, coordonner leur analyse de l'impact des réglementations et gérer les enjeux le plus tôt possible de façon à ce qu'ils ne deviennent pas problématiques.
- Les droits de propriété intellectuelle soutiennent la croissance économique, protègent la santé et la sécurité des gens et réduisent les ressources des groupes terroristes et des cartels de la drogue qui utilisent l'argent de la vente de produits de contrefaçon.

Tim McEwan, *Initiatives Prince George*

- À l'échelle internationale, l'économie canadienne est petite et ouverte.
- Le Canada veut collaborer avec d'autres pays afin de résister au protectionnisme.
- Le Canada est conscient de la nécessité d'adopter une loi telle que l'*American Recovery and Reinvestment Act of 2009*, sur la reprise et le réinvestissement aux États-Unis, et d'y inclure des dispositions *Buy American* (achetons aux États-Unis) sur l'achat intérieur, mais ces dernières menacent la reprise de l'économie des États-Unis en augmentant les coûts.
- Le Canada veut établir un accord provisoire avec les États-Unis concernant les dispositions *Buy American* de façon à faciliter l'approvisionnement à l'échelle provinciale et municipale.
- L'Accord de libre-échange nord-américain a créé la plus importante zone de libre-échange au monde.
- L'industrie canadienne du bois de sciage a été troublée par la diminution du nombre de mises en chantier résidentielles.
- Les exportateurs canadiens ont été affectés par la diminution des investissements provenant des États-Unis.
- En réponse à la crise internationale actuelle sur les marchés économiques et financiers, les États-Unis et le Canada se sont engagés dans une politique d'accompagnement monétaire et d'encouragement budgétaire.
- La plupart des indicateurs économiques suggèrent que la récession est pratiquement terminée et que la reprise est aux portes.
- Les États-Unis et l'Ouest canadien, dont la Colombie-Britannique, entretiennent une relation florissante et durable.
- La Colombie-Britannique, qui fait partie de la *Western Climate Initiative* et de la *Pacific NorthWest Economic Region*, entretient des échanges avec des

universités états-uniennes et a travaillé de concert avec l'État de Washington sur l'adoption du nouveau permis de conduire amélioré.

- La Colombie-Britannique est une « mine d'or » en termes d'énergie, notamment en électricité, en gaz naturel, en charbon et en capacité éolienne et marémotrice.

CONTRER LES MENACES À LA SANTÉ PUBLIQUE EN AMÉRIQUE DU NORD

Ty Lund, député de l'Assemblée législative de la province de l'Alberta

- Lorsque le comportement d'une maladie et la durée d'une pandémie sont imprévisibles, personne ne veut prendre de risque
- Bien que la grippe porcine ne touche pas la salubrité des aliments, la découverte d'une série de cas en Alberta a poussé certains à négliger les faits scientifiques concernant la maladie pour tomber dans la politique et les sentiments, si bien que les frontières ont commencé à se fermer
- En raison de la fermeture des frontières et de la diminution des marchés d'exportation, le prix du porc a chuté de façon spectaculaire, mettant en péril la survie des éleveurs de porcs
- Le Canada applique des normes élevées en matière de salubrité alimentaire et de santé animale
- Après la grippe H1N1, d'autres virus feront leur apparition; ces virus vont et viennent entre les porcs et les humains
- Il est important de mettre en place de bons protocoles de gestion de crise, de travailler en coopération et de miser sur la science.

Arturo Cervantès Trejo, ministre de la Santé, Mexique

- Le monde devrait être content que la H1N1 ait débuté en Amérique du Nord, qui a su prendre des initiatives, possédant des économies concurrentielles et la capacité de mettre en œuvre des mécanismes de surveillance appropriés.
- Le Mexique a connu deux grandes poussées de H1N1 en 2009, en avril et en mai au centre du pays, et en juin et en juillet dans le Sud-Est du Mexique.
- En avril 2009, les spécialistes nationaux et internationaux se sont mis d'accord sur la nécessité d'élaborer un plan de lutte contre la pandémie qui prévoirait une surveillance accrue, une meilleure communication et la prise de mesures d'« éloignement social ».
- Ceux qui sont particulièrement à risque de contracter la grippe de type H1N1 sont les personnes diabétiques ou immunocompromises, les femmes enceintes ainsi que les personnes qui s'occupent de jeunes enfants ou qui souffrent d'une maladie cardiovasculaire ou d'une maladie pulmonaire obstructive chronique.
- Il faut réorganiser le système de la santé pour affronter une pandémie; par exemple, dans les hôpitaux, il faut séparer les personnes atteintes de l'influenza des autres, et l'examen des femmes enceintes doit s'effectuer à l'écart de ces personnes.

- La vaccination ne devrait pas constituer la seule solution contre la H1N1; l'hygiène agit de façon encore plus efficace.
- À défaut de disposer d'une quantité suffisante de vaccins pour tous, nous devrions cibler les groupes le plus à risque.
- La grippe H1N1 est généralement une maladie bénigne dont le taux de morbidité et de mortalité est similaire à celui de l'influenza saisonnière.

Mauricio Leiva, *ministère de la Santé publique, État de la Californie*

- Il faut surveiller, détecter et signaler l'évolution des maladies infectieuses ainsi que le bioterrorisme.
- L'élaboration de systèmes normalisés d'essai en laboratoire, de communication des résultats et de rapport de surveillance est nécessaire.
- Les laboratoires devraient disposer d'un effectif approprié.
- Les protocoles d'évaluation et de déclaration des cas devraient être normalisés.
- La communication de l'information ainsi que la surveillance devraient être améliorées.
- La prise de mesures d'éloignement social devrait servir à réduire le risque de H1N1.
- Les communications concernant la grippe H1N1 devraient présenter un message cohérent et transparent dans un langage approprié.

LA SITUATION DE DEMAIN

John Zogby, *écrivain et sondeur*

- Certains États-Uniens abandonnent le rêve américain.
- En fonction des diverses définitions du rêve américain, les quatre catégories suivantes se dessinent :
 - les matérialistes traditionnels : la réussite matérielle comme fondement du rêve américain;
 - les spiritualistes séculaires : l'accomplissement spirituel comme fondement du rêve américain;
 - les « Deferred Dreamers » : le rêve américain, défini en termes de réussite matérielle, se réalisant pour les enfants des adhérents du rêve américain plutôt que pour ces derniers;
 - les « Dreamless Dead » : le rêve américain, défini en termes de réussite matérielle ou spirituelle, est inaccessible.
- D'après les données d'une enquête, 27 % des répondants travaillaient pour un salaire moins élevé que leur offrait un emploi antérieur.
- La récession actuelle a accéléré un mouvement qui s'était déjà enclenché : les États-Uniens ne veulent plus vivre dans l'extravagance; une redéfinition est

toutefois en cours, où la notion d'extravagance est remplacée par celle de « qualité supérieure ».

- Les électeurs veulent que les législateurs « fassent leur travail » plutôt que de « marquer des points ».
- On s'attend à ce qu'un million de baby-boomers aux États-Unis atteignent l'âge de 100 ans, soit la première cohorte d'âge qui présente ces caractéristiques.
- Un certain nombre d'États-Uniens se lancent actuellement dans le travail bénévole, se disant « que je sois payé ou non, c'est ce que je veux faire ».
- Les premiers enfants de la mondialisation ont maintenant de 18 à 30 ans : 56 % des enfants aux États-Unis ont un passeport et ont voyagé à l'étranger, notamment pour visiter des amis qu'ils ont connus au moyen de sites de réseautage social.

COMITÉ SUR L'ÉDUCATION

Linda Bowman, Collège communautaire d'Aurora, État du Colorado

- Nous devons affronter la réalité de certains faits en matière d'éducation :
 - dans le système d'éducation, le gaspillage est toléré;
 - de nature, le système d'éducation est inefficace;
 - l'accentuation de l'inégalité des familles en termes de revenu;
 - entraîne une disparité grandissante sur le plan de la réussite scolaire;
 - en dehors du système, les étudiants ne reçoivent aucune motivation quant à la poursuite d'objectifs d'éducation plus élevés;
 - dans les écoles, le système d'évaluation récompense les étudiants qui obtiennent de bons résultats sur des travaux routiniers;
 - dans les écoles, ceux et celles qui ont des responsabilités n'ont pas le pouvoir de changer quoi que ce soit.
- En ce qui concerne la poursuite de la réforme scolaire :
 - il faut tendre à ce que la réforme soit mise en œuvre efficacement dès le départ, de façon à ce qu'aucun correctif ne soit nécessaire;
 - nous devons utiliser plus efficacement les ressources disponibles;
 - l'enseignement comme perspective de carrière doit devenir plus attrayant;
 - le recrutement du premier tiers des finissants du secondaire est essentiel pour la prochaine génération d'enseignants;
 - il est nécessaire d'élaborer de nouveaux processus d'évaluation, de nouvelles normes et de nouveaux programmes d'études;
 - nous devons créer des écoles et des districts à haut rendement partout;

- il faut offrir aux enfants une éducation précoce, universelle et de qualité supérieure;
 - nous devons offrir un soutien accru aux étudiants qui en ont le plus besoin;
 - nous devons intégrer l'exercice physique, qui stimule les capacités cérébrales, aux programmes d'études;
 - nous devons utiliser le potentiel des technologies, car l'ennui engendre le désintéressement;
 - nous devons reconnaître que les personnes stressées n'apprennent pas de la même façon que les personnes non stressées, que le cerveau des hommes et des femmes est différent et que le sommeil est important pour bien réfléchir;
 - nous devons nous rappeler que plus les sens sont stimulés, plus l'apprentissage est plus efficace.
- Le Colorado met en œuvre diverses initiatives en matière d'éducation, en partie pour répondre au « paradoxe du Colorado »; cet État, l'un des cinq premiers aux États-Unis quant au nombre de diplômés collégiaux par habitant, occupe paradoxalement le premier quartile quant au nombre de finissants du secondaire qui poursuit leurs études pour obtenir un diplôme collégial.
 - Le Colorado enregistre un nombre grandissant d'étudiants apprenant l'espagnol et l'anglais et affiche de grandes inégalités en termes de réussite entre les étudiants noirs, blancs et hispanophones, ainsi qu'entre les étudiants pauvres et non pauvres.
 - Le gouverneur du Colorado s'est engagé à réduire le taux de décrochage de 50 % au secondaire, à doubler le nombre de détenteurs de diplôme et de certificat collégial et à éliminer les écarts de réussite. Afin d'atteindre ces objectifs, l'administration a mis sur pied un conseil d'enseignement P-20, composé de quatre sous-comités responsables des dossiers suivant : P-3, données et responsabilité, éducateurs ainsi que préparation et transition.

Paul Koehler, *WestEd*

- En général, 40 % à 45 % des fonds d'exploitation d'un État sont versés à l'éducation de la maternelle à la 12^e année. Les résultats s'avèrent toutefois plus bas que les objectifs des législateurs et des décideurs.
- Une question importante à se poser est dans quelle proportion les étudiants qui n'obtiennent pas leur diplôme dans les délais normaux ne l'obtiennent finalement pas du tout.
- Souvent, les étudiants quittent les bancs d'école en raison d'un manque de compétence en lecture, c'est pourquoi la lecture est considérée comme une compétence-clé.
- Les législateurs des États devraient prendre les mesures suivantes :
 - examiner, entre autres, les taux de décrochage, de réussite scolaire et d'obtention de diplôme ainsi que le pourcentage des fonds en éducation destinés à l'enseignement en classe ou, si ce n'est en classe, destinés à soutenir l'enseignement d'autres manières;
 - cerner les programmes et les pratiques qui ont une incidence directe notamment sur les taux de décrochage, de réussite scolaire et d'obtention de diplôme;
 - assurer un suivi régulier des programmes et des pratiques de façon à savoir s'ils obtiennent les résultats voulus ou non;
 - réaffecter certains fonds lorsque des programmes ou des pratiques ne fonctionnent pas;
 - demander l'avis d'experts indépendants lorsque nécessaire;
 - prévoir et financer une évaluation rigoureuse pour tous les projets pilotes et les nouveaux programmes

ÉCONOMIE ET EMPLOI

Todd Buchholz, *auteur et économiste*

- Les économistes ont une triste feuille de route quant à la prédiction de l'avenir.
- Une vague de changement est actuellement en cours.
- Aux États-Unis, la classe moyenne a le sentiment d'être prise en tenailles par ce mouvement; les gens sont incapables d'obtenir de meilleurs salaires en raison de la concurrence des pays émergents, alors que les prix du logement continuent d'augmenter.
- L'indice d'accessibilité au logement ne saurait monter davantage, aussi les États-Uniens sont-ils nombreux à pouvoir acheter une maison en raison de la chute des prix et des taux d'intérêt.
- Le marché de l'emploi aux États-Unis connaît une situation critique, mais il ne faut pas oublier que le taux de chômage n'indiquera que tardivement la reprise.

- Le système financier mondial a été durement frappé par la crise immobilière aux États-Unis, bien que ce ne soit pas la seule cause de l'effondrement des marchés. La cause réside dans la crise immobilière conjuguée à divers autres facteurs, parallèlement à la hausse du prix des produits de base, devenant inabordable pour les consommateurs.
- Les banques des États-Unis n'ont pas exercé la diligence requise, accordant des prêts à des personnes qui n'avaient pas d'antécédents en matière de crédit, consentant des hypothèques à des gens qui achetaient des maisons sans aucun versement initial et négligeant de vérifier la déclaration fiscale de ceux à qui elles accordaient un prêt.
- Au cours de la Grande Dépression des années 1930, les trois erreurs suivantes ont été commises :
 - la Réserve fédérale a laissé 30 % des banques faire faillite, de sorte que la masse monétaire a également fondu de 30 %;
 - augmentation des taxes;
 - adoption de la *Smoot-Hawley Tariff Act*.
- En octobre et en novembre 2008, les banques états-uniennes ont cessé d'accorder des prêts aux consommateurs, aux entreprises et aux banques elles-mêmes. L'ensemble du système financier a eu un « arrêt cardiaque ».
- Les États-Unis devraient être concurrentiels en termes d'expertise et de service.
- On constate au pays un sentiment de modération accru.
- Aux États-Unis, le plus important enjeu économique de demain est l'éducation.

FORUM SUR LA SANTÉ : ÉTABLIR DES PARTENARIATS DE COLLABORATION

Jeannie Frazier, *intervenante en matière des droits des patients et bénévole pour Pink Ribbon, organisme de soutien contre le cancer du sein*

- En soi, la chimiothérapie consiste à injecter du poison dans le système des patients. Il n'est donc pas étonnant qu'elle entraîne des « conséquences négatives » pour leur corps.
- Les personnes qui reçoivent un traitement de chimiothérapie ont une multitude de questions et il n'est pas possible pour un médecin praticien de répondre à toutes; les bénévoles de *Pink Ribbon* sont là pour partager ce qu'ils ont appris de leurs propres expériences.
- Le carcinome inflammatoire du sein est une maladie orpheline qui affecte moins de 3 % des personnes atteintes du cancer du sein.
- Le cancer peut frapper tout le monde, peu importe l'âge, le sexe, le niveau d'éducation ou la situation socioéconomique.
- Pour lutter contre le carcinome inflammatoire du sein, la collaboration de la communauté médicale, du secteur privé et des législateurs est nécessaire.

Sénateur Tim Jennings, *État du Nouveau-Mexique*

- Pour trouver des solutions aux problèmes médicaux comme le carcinome inflammatoire du sein, il faut déployer des efforts qui transcendent les frontières et se donner des moyens qui bénéficieront à tous.

Massimo Cristofanilli, *Université du Texas*

- Les maladies comme le carcinome inflammatoire du sein constituent des problèmes mondiaux, aussi doit-on financer la recherche pour y trouver un traitement.
- La meilleure façon d'en apprendre plus sur une maladie est d'effectuer des recherches en laboratoire (analyse de sang, de tissus, etc.).
- La création d'un registre est nécessaire. Quelles sont les femmes atteintes de cette maladie? Qu'est-ce que les victimes ont en commun? Qui est à risque? Comment prévenir la maladie? Comment la traiter?
- Il est possible de faire des progrès lorsque des personnes différentes qui partagent une vision commune conjuguent leurs efforts.

Richard Lauer, *Université du Nouveau-Mexique*

- Il est important de collaborer et de partager, entre autres, les protocoles et les pratiques exemplaires.
- De nouvelles sources de financement sont nécessaires à la recherche.
- L'utilisation de mammographies mobiles permet l'examen de personnes qui n'auraient pas accès à l'équipement normal requis.

COMITÉ DES AFFAIRES FISCALES

Kris Mitchener, *Université de Santa Clara*

- À l'origine, il existait un consensus parmi les économistes universitaires sur le fait qu'une politique monétaire, plutôt que des politiques fiscales anticycliques ou des dépenses de programme, pourrait stabiliser le cycle économique avec relativement plus de rapidité et moins de gaspillage. Il est maintenant clair que ce « remède » n'était pas suffisamment puissant pour contrer la récession actuelle.
- Il existe diverses façons de soutenir la reprise :
 - allègements fiscaux pour la classe moyenne : bien que politiquement attrayante et relativement facile à appliquer en peu de temps, cette mesure n'amène pas nécessairement toujours les gens à dépenser plus parce que leur fardeau fiscal est moins élevé, particulièrement lorsque leur bilan budgétaire est durement touché; la réduction des retenues fiscales sur le salaire pour les personnes à faible revenu peut toutefois augmenter les dépenses;

- investissements en infrastructure : si cette mesure peut s'avérer utile lorsque le taux de chômage est élevé et que les ressources sont inexploitées, il est possible qu'elle n'obtienne que de faibles résultats;
- subventions aux États : puisqu'il existe dans la plupart des États des règlements en matière d'équilibre budgétaire qui prévoient une réduction des dépenses ou une augmentation des impôts en temps de récession, au moment où plus de dépenses et moins d'impôts sont justement nécessaires, l'aide fédérale peut servir à compenser les réductions dans les dépenses de l'État ou à l'échelle locale et à maintenir les services essentiels, comme le maintien de l'ordre et l'éducation.
- La crise des années 1930 a été qualifiée de Grande Dépression parce qu'elle a constitué le plus long et le plus grave des désastres économiques de l'histoire des États-Unis au XX^e siècle, avec une période de contraction qui a duré de août 1929 à mars 1933, un taux de chômage qui a atteint des sommets records et qui s'est maintenu dans les deux chiffres jusqu'à la fin des années 1930, une grave déflation et un produit intérieur brut qui n'a retrouvé qu'en 1939 son niveau de 1929.
- La Grande Dépression a signé la fin du système international du XIX^e siècle, remis en question la légitimité du marché boursier, donné une impulsion à la planification centrale en Europe, mené à la naissance de l'État-providence dans les pays occidentaux, entraîné la réglementation des marchés financiers en vigueur aujourd'hui et justifié la restriction de la mobilité des capitaux.
- Au cours de la Grande Dépression, des milliers de banques états-uniennes ont fait faillite, aggravant de ce fait la récession et entamant la masse monétaire de 33 %.
- Diverses erreurs ont été commises au cours de la Grande Dépression :
 - la Réserve fédérale des États-Unis n'a pas osé instaurer de politique monétaire pour éviter la faillite des banques;
 - l'étalon-or a limité la reprise et propagé la déflation;
 - la *Smoot-Hawley Tariff Act* a engendré une guerre commerciale qui a mené à l'effondrement des échanges;
 - les augmentations de taxes de 1932 ont réduit la consommation, les investissements et les dépenses.
- La Grande Dépression a modifié de façon permanente la structure de l'économie des États-Unis, entraînant la croissance accélérée du gouvernement en tant que partie prenante du produit national brut et transformant définitivement la relation entre les ordres de gouvernement ainsi que la notion de responsabilité fédérale quant à la santé économique du pays.
- Avec sa *Nouvelle Donne*, le président Franklin Roosevelt a élargi le rôle de l'État, a instauré des politiques parfois contradictoires et à contre-courant et a créé de nouveaux organismes gouvernementaux afin de gérer ces mêmes politiques.

- La *Nouvelle Donne* a changé d'une manière irrévocable le cours du fédéralisme, engageant les États-Unis dans un partage des fonctions fiscales ainsi qu'une gestion et un financement des programmes publics au moyen de subventions intergouvernementales ayant totalisé 27,4 milliards de dollars entre 1932 et 1940.
- La gravité et la persistance de la Grande Dépression ont ancré le préjugé idéologique de la population contre l'intervention de l'État dans le marché, une tendance qui a persisté jusque dans les années 1970, époque de la « grande inflation ».
- Au cours de la récession de 1973 à 1975, le Congrès des États-Unis a instauré un programme de soutien fiscal, de péréquation des recettes et de travaux publics à l'échelle locale, mais cette aide n'est survenue qu'après le début de la reprise et n'a pas vraiment empêché les États de prendre des mesures ayant aggravé la récession. Il est devenu clair que les mesures de soutien contre la récession doivent être prises à temps, idéalement peu de temps après l'apogée du cycle, qu'elles doivent cibler les secteurs en difficulté et qu'elles doivent être temporaires, c'est-à-dire être retirées lorsque la reprise devient solide.
- La récession actuelle a commencé en décembre 2007 et l'aide est arrivée en février 2009, soit cinq trimestres plus tard.
- Pendant la récession de 1991, on a enregistré une faible croissance des recettes fiscales; les États ont exagérément compté sur les taxes de vente et les impôts, les dépenses des consommateurs ont chuté et le taux de chômage a monté.
- Bien que courte et superficielle, la récession de 2001 a nui aux recettes fiscales des États. Les fonds d'aide fédéraux ont été distribués 19 mois après la fin de la récession et ont été calculés par habitant sans considération pour les conditions économiques locales.

Michael Leachman, centre d'études sur le budget et les priorités stratégiques

- Relativement profonde comparativement aux quelques récessions antérieures, la récession actuelle peut être qualifiée de « grande récession » sans précédent à plusieurs égards.
- Les États enregistrent une diminution des recettes liées aux taxes de vente en raison de la diminution des dépenses, aux impôts sur le revenu étant donné les suppressions d'emplois, et aux impôts fonciers en raison des difficultés du marché immobilier.
- À l'heure actuelle, les insuffisances budgétaires sont pires que lors des récessions précédentes et il est possible qu'elles s'aggravent encore avant de se résorber.
- Pour combler ces insuffisances, les États ont réduit leurs dépenses, augmenté leurs taxes ou utilisé leurs réserves.
- Lorsque les États réduisent leurs dépenses, l'économie affiche une certaine diminution de la demande, ce qui retarde encore plus la reprise.
- L'inefficacité de l'*American Recovery and Reinvestment Act of 2009* (ARRA), élaborée dans le but d'offrir un soutien sur une période relativement étendue, est un mythe. En fait, elle fonctionne comme prévu et le Bureau du budget du Congrès (CBO) indique qu'elle augmentera l'activité économique de façon considérablement plus marquée qu'en l'absence de ce stimulant financier.
- Il est aussi complètement faux de croire que cette mesure de relance prend trop de temps. En fait, l'argent afflue (jusqu'à la fin d'août 2009, environ 150 milliards de dollars avaient été injectés et 128 milliards supplémentaires avaient été promis) et à la fin de septembre, le Bureau des redditions de comptes du gouvernement a même signalé que les fonds étaient versés un peu plus rapidement qu'il ne l'avait prévu lors de l'institution de l'ARRA.
- Un autre mythe est de croire que l'ARRA créera d'énormes déficits à long terme. En fait, les dépenses effectuées dans le cadre de cette loi sont temporaires et ont une incidence à court terme seulement.
- Enfin, il est aussi faux de dire que les États dépensent à mauvais escient les fonds de l'ARRA. En fait, ils dépensent l'argent de façon généralement appropriée, et ce, relativement vite. Ils utilisent ces fonds pour équilibrer leur budget et éviter de nouvelles réductions des dépenses ou augmentations des taxes.
- En tout, 31 États comptent sur des groupes de réflexion affiliés au centre d'études sur le budget et les priorités stratégiques (*Center on Budget and Policy Priorities*).

Arnie Roblan, *membre de la Chambre des représentants, État de l'Oregon*

- Travaillant à résoudre ses enjeux de développement économique depuis au moins 5 à 6 ans, l'Oregon détermine actuellement comment dépenser les fonds du fédéral afin d'obtenir des résultats à long terme. Certains d'entre eux sont injectés dans la mise en œuvre d'initiatives en matière d'énergie.
- La disponibilité d'un « coussin financier » est importante pour aider à traverser les temps difficiles.
- Les États ne peuvent continuer à agir de façon non durable.
- L'Oregon applique les principes de base suivants :
 - maximiser les fonds fédéraux à caractère durable qui correspondent à la mission, aux objectifs et aux priorités de l'État afin de réaliser ces derniers
 - créer des emplois;
 - assurer la durabilité à long terme au moyen d'un flux de rentrées qui permettra de poursuivre d'importants programmes lorsque les subventions du fédéral se seront épuisées;
 - étendre l'utilisation des fonds de relance dans le temps et les partager entre les différents programmes.
- La reprise s'installe habituellement en région urbaine avant d'atteindre les zones rurales.
- Puisque les milieux de la santé, de l'éducation et du gouvernement constituent les premiers employeurs dans certaines zones rurales, les fonds de relance doivent servir à ces secteurs, notamment afin de protéger les emplois.
- La durabilité environnementale et l'efficacité sont deux considérations importantes.
- Les entreprises devraient se ré-outiller afin de répondre aux besoins des nouvelles industries.

LEADERSHIP PRÉSIDENTIEL

David Gergin, *auteur et commentateur politique*

- Tout le monde veut atteindre le long terme, puisque le court terme est désagréable.
- beaucoup de présidents américains ont siégé à une Assemblée législative et la riche histoire des États-Unis compte de nombreux législateurs d'États qui sont devenus des personnages nationaux.
- Il y a à peine 15 ans, les États-Unis semblaient être au sommet du monde; toutefois, depuis les attaques terroristes du 11 septembre 2001, les États-Unis ont connu de nombreuses perturbations.

- Des questions clés surgissent : les États-Unis demeureront-ils « à la table »? Dans l'affirmative, quelle sera la place des États-Unis? La Chine agira-t-elle à titre de dirigeante?
- Les autres pays progressent en dépit de ce que font les États-Unis.
- Le destin des États-Unis leur appartient.
- L'héritage laissé par Theodore Roosevelt, premier président du XX^e siècle, a eu des répercussions durables, tout comme celui du président Jefferson au XIX^e siècle. Il y a fort à parier que le président Obama y parviendra aussi.
- Les États-Unis ont des « problèmes » avec les grandes institutions, l'État tentaculaire et la centralisation de l'autorité.
- Comme Mahatma Gandhi et Martin Luther King, le président Obama est un leader transformationnel; c'est un nouveau président transformationnel jeune et vigoureux qui dirige un pays prêt pour le changement.
- La « magie Obama » semble s'estomper et le pays retourne à son régime vicieux de partisanerie et de polarisation; presque par définition, les démocrates sont en accord avec tout ce que fait le président Obama et les républicains sont en désaccord avec tout ce que fait le président Obama.
- Les républicains sont en quête d'un nouveau leadership et leur programme doit être clair et facile à comprendre.
- Les médias doivent contribuer à l'amélioration du dialogue et raviver l'intérêt pour le civisme.
- Le président Obama a lui-même créé certains des « vents contraires » auxquels il doit maintenant faire face.
- Le président Obama a des forces :
 - c'est un orateur clair et éloquent;
 - il a un programme audacieux et veut des changements importants;
 - il conserve son électorat.
- Le président Obama a des faiblesses :
 - il a de la difficulté à faire la transition de campagniste à administrateur et, parfois, les administrateurs doivent prendre des décisions difficiles;
 - certaines personnes doutent de l'aspect raisonnable et réfléchi de ses décisions;
 - ses décisions ne font pas l'unanimité.
- Peu importe leur allégeance politique, les Américains devraient souhaiter la réussite de leur président.
- Selon toute vraisemblance, les États-Unis connaîtront une réforme du régime d'assurance maladie plutôt qu'une réforme des soins de santé.

- Il est possible, mais peut-être illusoire de croire que les États-Unis auront à faire face à une récession en V, c'est-à-dire brutale, mais brève; au lieu de cela, la récession pourrait adopter la forme du symbole de la racine carrée.
- Pour surmonter la dépression, il est probable que les États-Unis choisissent d'innover plutôt que de taxer ou de dépenser.

WESTRENDS

Jerry O'Donnell, *bureau du recensement des États-Unis*

- La Constitution américaine exige le décompte de tous les habitants des États-Unis; le prochain recensement s'effectuera en 2010.
- Le chiffre de population obtenu lors du recensement détermine le nombre de représentants au congrès de chaque État, est utilisé à des fins de redécoupage et d'affectation des fonds aux collectivités, et contribue à informer les décisionnaires sur les changements relatifs à la population ainsi que sur les services dont la population et les collectivités ont besoin.
- L'objectif du recensement est de compter tout le monde une seule fois et au bon endroit
- Un chiffre de population précis obtenu par le biais d'un recensement est compromis par :
 - l'évitement délibéré;
 - la peur du gouvernement;
 - les préoccupations en matière de confidentialité;
 - le logement irrégulier;
 - les ménages complexes et fluides;
 - les barrières linguistiques;
 - les nouveaux immigrants.
- Les tendances à suivre incluent :
 - la croissance soutenue dans l'Ouest et le Sud des États-Unis;
 - une poussée de croissance non métropolitaine dans l'Ouest des États-Unis;
 - le vieillissement de la population;
 - les changements relatifs à la composition des ménages;
 - le taux croissant de pauvreté;
 - la croissance rapide des groupes ethniques et raciaux.

- L'Ouest des États-Unis constitue la région la plus dynamique de ce pays :
 - six des dix États connaissant la croissance la plus rapide du pays sont situés dans l'Ouest;
 - les États connaissant le taux le plus élevé d'accroissement naturel de la population sont situés dans l'Ouest, soit l'Utah, l'Alaska, la Californie et Hawaii;
 - les États de l'Ouest dominent les États qui connaissent les taux nets les plus élevés de migration entre les États;
 - la diversité de l'Ouest sera plus prononcée.
- La croissance démographique de l'Ouest des États-Unis surpasse de loin celle des autres régions des États-Unis.
- L'aspect le plus frappant qui caractérise la croissance démographique de l'Ouest des États-Unis est la hausse rapide des minorités.
- Trois États de l'Ouest des États-Unis, à savoir la Californie, le Nevada et le Nouveau-Mexique, affichent maintenant une population minoritaire/majoritaire.
- Depuis 1990, les États de l'Ouest des États-Unis ont connu le taux le plus élevé de croissance, et ce, au sein de tous les groupes d'âge.
- La distribution, la taille et la composition du déplacement de population, ainsi que la vitesse à laquelle le mouvement s'est produit dans les États de l'Ouest des États-Unis, continueront d'avoir d'importantes répercussions sur les aspects socioculturels, politiques, fiscaux et environnementaux des États, dictant ainsi des impératifs aux décideurs et planificateurs gouvernementaux.

Mary Jo Waits, *association nationale des gouverneurs*

- Le XXI^e siècle, qui promet d'être très concurrentiel, sera dicté par l'innovation; bon nombre des facteurs qui procurent aux régions et aux États un avantage concurrentiel sont créés, et non légués.
- Selon le fondateur d'Intel, un pays ne peut se remettre d'une récession avec des produits présents avant la récession; la reprise doit provenir de nouveaux produits.
- Les entreprises et les entrepreneurs passent d'une « innovation fermée » assortie d'une capacité de recherche interne, à une « innovation ouverte », où l'innovation provient des découvertes des autres.
- Les entreprises sont à la recherche d'idées et de compétences, partout et n'importe où.
- Dans un iPod, sept des composantes les plus coûteuses sont fournies par sept différentes entreprises établies dans quatre pays différents et possédant chacune des usines dans cinq pays différents; la valeur d'Apple est générée par la connaissance du marché, la propriété intellectuelle, l'intégration d'un système, les aptitudes de gestion des coûts et la marque nominale.

- Par le passé, les États-Unis étaient caractérisés par des producteurs concurrentiels sur le plan des prix au sein d'une économie nationale dominée par la production d'« objets »; aujourd'hui, les États-Unis peuvent être décrits comme un pays où le coût de la vie est élevé au sein d'une économie mondiale dominée par la création d'idées.
- Les sources de richesse varient, des atouts « hérités » comme la géographie, le climat, les ressources naturelles et la population aux atouts « créés » comme les universités et les centres de recherche de premier ordre, les employés compétents, la culture entrepreneuriale, les réseaux et les commodités de renommée internationale; les choix en matière de politique publique guident la création des atouts.
- Nous vivons actuellement une « guerre des compétences » et le succès économique d'une région repose sur l'attraction et la rétention d'employés, qui sont des « consommateurs d'endroits » grandement mobiles.
- Certains États sont d'ailleurs relativement plus attrayants que d'autres en raison :
 - de leur environnement naturel;
 - de leurs commodités urbaines;
 - des gens intelligents et des innovateurs avec lesquels interagir;
 - des intangibles, comme leur côté « branché » et leur culture tolérante et inclusive.

John Peterson, *institut Arlington*

- Nous vivons une période extraordinaire de changement exponentiel; beaucoup de changements sur de courtes périodes.
- Le changement s'accélère, et chaque changement est neuf à dix fois plus complexe que son prédécesseur.
- Selon Ray Kurzweil, le rythme du changement de paradigme, à savoir le rythme global du progrès technique, double actuellement toutes les décennies. Autrement dit, le temps nécessaire au changement de paradigme diminue de moitié toutes les décennies et le taux d'accélération en soi s'accroît de façon exponentielle; le XXI^e siècle verra des changements technologiques près de 1 000 fois plus importants que son prédécesseur, ce qui signifie qu'au cours des dix prochaines années, nous réaliserons environ 80 fois les avancements du siècle dernier.
- Il est impossible de comprendre le paradigme suivant en se basant sur le paradigme précédent.
- Le futur s'explique par l'équation suivante : tendances + recoupements + impondérables = futur.
- On dit qu'il y a recoupement lorsque des tendances se croisent.

- Les tendances sont problématiques puisqu'elles sont passagères; les recoupements posent également problème parce qu'ils deviennent rapidement difficiles à comprendre de façon conventionnelle.
- Les impondérables sont des événements peu probables dont les répercussions sont importantes. Toutefois, ils sont si soudains que les systèmes sociaux ne peuvent y faire face efficacement.
- Les impondérables ne sont ni des tendances, ni des conséquences imprévues, ni de petites surprises.
- Le monde vit actuellement un choc économique aussi important que celui subi lors de la Grande Dépression; ne s'attarder qu'aux États-Unis aura pour effet d'oublier à quel point la situation actuelle est alarmante comparativement à celle vécue lors de la Grande Dépression.
- Les êtres humains comprennent leur environnement en se basant sur des modèles et voient le monde comme une série d'observations; les lacunes sont comblées par les expériences passées.
- L'orientation inclut les traditions culturelles, les analyses et la synthèse, les expériences antérieures, les nouveaux renseignements et l'héritage génétique.
- L'orientation façonne les observations, les décisions et les gestes et, en retour, ceux-ci sont façonnés par la rétroaction et d'autres phénomènes.
- Modifier l'orientation d'une personne est à la fois psychologiquement difficile et douloureux et suppose :
 - la destruction du système de croyances et des idéologies chéries qui proviennent des expériences antérieures et de l'héritage culturel;
 - la création de nouvelles façons plus pertinentes de voir le monde.
- « Les convictions sont des prisons » est la première loi du discordianisme : vos croyances vous enchaînent.
- De nombreuses personnes ne font pas la différence entre ce qu'elles croient et ce qu'elles savent.
- Il faut reconnaître :
 - que la plupart des législateurs sont conservateurs;
 - que les législateurs doivent maintenir une relation de crédibilité avec leurs électeurs;
 - que les majorités ne sont jamais à l'avant-garde;
 - que les changements imminents seront invisibles pour la plupart des gens;
 - qu'il faut chercher à savoir ce que l'avenir nous réserve, sinon les changements à venir nous prendront au dépourvu;
 - que les législateurs efficaces doivent se représenter l'avenir et devenir des leaders;

Respectueusement soumis,

L'hon. Wilfred P. Moore, c.r., sénateur
coprésident par intérim
Groupe interparlementaire
Canada-États-Unis

Gord Brown, député
coprésident
Groupe interparlementaire
Canada-États-Unis

ANNEXE A

ÉTATS REPRÉSENTÉS AU SEIN DU COUNCIL OF STATE GOVERNMENTS-WEST

Alaska

Arizona

Californie

Colorado

Hawaii

Idaho

Montana

Nevada

Nouveau-Mexique

Oregon

Utah

Washington

Wyoming

Dépenses de voyage

ASSOCIATION	Groupe interparlementaire Canada-États-Unis
ACTIVITÉ	62e Réunion annuelle de la « Council of State Governments-WEST »
DESTINATION	Santa Fe, Nouveau Mexique, États-Unis d'Amérique
DATES	Du 5 au 8 octobre 2009
DÉLÉGATION	
SÉNAT	L'hon. Percy Downe, sénateur
CHAMBRE DES COMMUNES	Ø
PERSONNEL	Mme June Dewetering, conseillère
TRANSPORT	3 303.52 \$
HÉBERGEMENT	1 418.94 \$
HOSPITALITÉ	Ø \$
INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	776.99 \$
CADEAUX OFFICIELS	Ø \$
DIVERS / FRAIS D'INSCRIPTION	875.00 \$
TOTAL	6 374.45 \$